

Liberté, égalité, fraternité, silence !



Le syndrome Pellerin

Le mensonge radioactif n'est pas le privilège de l'URSS

J'ai un bébé, est-ce que je peux lui donner du lait frais ? » C'est une question précise et simple que les Français, vingt jours après la catastrophe de Tchernobyl, commencent à poser avec angoisse aux administrations qui leur semblent compétentes et qui reçoivent des centaines d'appels par jour. Comme ils ont été sous-informés et traités comme de vulgaires citoyens soviétiques, ils ne savent pas à qui s'adresser et feuilletent nerveusement leurs annuaires.

Certains choisissent le ministère de l'Environnement. Comme ils ont été rassurés avec condescendance par les scientifiques et les officiels, ils interrogent d'abord le Centre des

Faibles Radioactivités, où on leur répond d'un ton agacé : « *Mais voyons, nous ne nous occupons que d'archéologie et d'océanographie.* » Ils se rabattent alors sur la Direction de la Prévention des Pollutions. Là, on leur dit : « *Mais ce n'est pas nous. Nous, on s'occupe des études d'impact avec l'installation d'un site nucléaire. Point final. Appelez au Vésinet, le SCPRI, le Service central de Protection contre les Radiations ionisantes, qui dépend du ministère de la Santé.* »

Vous composez alors le 39-76-04-32. C'est le numéro du SCPRI, l'organisme qui est chargé de notre sûreté radioactive et qui est dirigé par le professeur Pierre Pellerin. Vous tombez sur une jeune femme qui vous demande d'abord votre nom et votre adresse, et qui vous fait attendre cinq bonnes minutes, le temps sans doute de vous mettre en fiche. Une autre jeune femme vous prend alors en charge et vous



La cellule mobile d'intervention radioactive à la Défense

→ susurre des apaisements d'une voix euphorisante. « *Nous recevons beaucoup d'appels comme le vôtre, depuis l'affaire de Tchernobyl. Effectivement, il y a eu un petit quelque chose. La queue du nuage radioactif a effleuré le 2 mai le territoire français. Il s'agit d'un phénomène ponctuel. Les radiations sont bien en deçà du seuil critique. Vous pouvez donner du lait frais à votre bébé, soyez sans inquiétude. Nous avons d'ailleurs publié des communiqués, qui, je pense, ont été transmis aux services départementaux du ministère de la Santé. De toute façon, tout rentrera dans l'ordre d'ici à quinze jours, trois semaines.* »

Si vous n'êtes pas tout à fait rassuré d'apprendre que ce phénomène radioactif « *ponctuel* » parfaitement inoffensif va mettre entre quinze jours à trois semaines pour rentrer dans l'ordre, vous pouvez toujours appeler M. Jean Petit, directeur adjoint de l'Institut de Protection et de Sécurité nucléaire au Commissariat à l'Énergie atomique, qui dépend du ministère de l'Industrie.

Il est excédé, M. Jean Petit : « *Ce n'est pas nous. Nous sommes des exploitants nucléaires. Nous procédons à la surveillance de nos centrales. Nous n'avons pas la responsabilité des mesures de radioactivité. C'est le travail du SCPRI et de Pellerin, qui disposent de 130 stations de contrôle. Vous pouvez vous reporter à notre bulletin de sûreté nucléaire, qui paraît tous les deux mois et que vous trouverez, je crois, au service des relations publiques du ministère de l'Industrie.* » On se croirait à la Caisse centrale de Sécurité sociale de Reggio de Calabre : voyez l'autre guichet.

Le mensonge, les silences, la dilution des responsabilités ne sont pas le privilège de la France. Il a fallu une semaine à l'URSS pour reconnaître officiellement la gravité de la catastrophe de Tchernobyl, dont on n'aurait jamais entendu parler si les vents n'avaient poussé

l'aérosol radioactif au-dessus de la Suède. Normal dans un système où le moindre accident d'avion est une insulte au Parti.

En France, où personne n'était obligé de mentir, la population n'a pas été informée des déplacements de l'aérosol radioactif, comme si tout ce qui avait trait au nucléaire était inévitablement voué au secret. Il a fallu attendre quinze jours pour connaître les premiers résultats chiffrés des taux de radioactivité. Ce n'est que le samedi 11 mai que le professeur Pellerin est venu annoncer sur TF 1 que le nuage de Tchernobyl avait bien survolé notre territoire, que la radioactivité atmosphérique avait été en France jusqu'à 400 fois supérieure à celle observée habituellement. Agressif et crispé, le professeur Pellerin a répondu à Monique Senné, une physicienne qui lui reprochait ce retard dans l'information : « *Mes services ne sont pas une agence de relations publiques.* »

Il existe pourtant en France une structure qui devrait fonctionner en cas de catastrophe nucléaire. C'est le plan Orsec-Rad, une cellule d'urgence qui dépend de Matignon et qui réunit des spécialistes de plusieurs ministères : la Santé, l'Industrie, l'Environnement, les Transports et l'Agriculture. Mais cette structure est paralysée parce que le maître d'œuvre de ce dispositif de crise reste le Commissariat à l'Énergie atomique, qui est un véritable bunker.

Le Commissariat à l'Énergie atomique reste marqué par ses origines militaires. Il a été créé en 1945 à la demande du général de Gaulle par Frédéric Joliot-Curie, membre d'ailleurs du PC, pour fabriquer la bombe atomique. Le CEA, c'est d'abord la force de frappe. Il produit des bombes et des réacteurs de sous-marins, il assure la surveillance technologique du centre d'essais de Mururoa. Le nucléaire civil ne vient qu'en deuxième position. Les responsables de la force de frappe ont fatalement l'ob-

session du secret. Lorsqu'il était au CEA, le professeur Pellerin, qui dirige aujourd'hui le SCPRI mais a gardé moralement une double casquette, refusait déjà de publier les chiffres de la radioactivité en France en disant : « *Rien qu'en suivant la radioactivité du Rhône, on pourrait savoir combien la France possède de bombes atomiques.* » C'est aussi le professeur Pellerin qui s'est opposé à ce que la France adopte la liste de recommandations édictée par l'OCDE en 1980 pour prévenir les catastrophes nucléaires, déclarant : « *Ce sont des mesures trop restrictives qui pénaliseraient notre industrie nucléaire.* » L'actuel ministre de la Défense, M. André Giraud, a été le patron du CEA et il exigeait qu'un policier aille chercher sa fille à la sortie du lycée : il avait peur d'un enlèvement.

Les seigneurs du nucléaire sont des « *corp-sards* », c'est-à-dire des ingénieurs X-Mines qui ont fait Polytechnique et l'École des Mines. Ils vivent en état de guerre permanent. « *Ce sont les experts qui savent et les autres ne peuvent pas comprendre. Ils s'estiment supérieurs aux hommes politiques, qui ne sont que des profanes. Ils ne croient pas au dialogue et se contentent d'être mystérieux et rassurants, dit Monique Senné, présidente du Groupement scientifique pour l'Information sur l'Énergie nucléaire. Plutôt que de créer une nouvelle structure interministérielle chargée de prévenir le danger nucléaire, il vaudrait mieux améliorer le fonctionnement de l'Orsec-Rad. Après la catastrophe de Tchernobyl, la France a perdu l'occasion de tester ses capacités de réaction face au risque de radiation nucléaire, et de procéder à une répétition générale qui aurait été précieuse pour l'avenir. Il faut que le pouvoir politique sache que rien de sérieux ne se fera tant que l'information ne circulera pas. Il n'y a pas de défense civile sans liberté.* »

FRANÇOIS CAVIGLIOLI ●